Brigitte JUANALS, *La culture de l'information. Du livre
au numérique*

Paris, Lavoisier/Hermès Sciences, 2003, 242 p.

Dominique Nauroy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5915>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5915

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 374-376

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Dominique Nauroy, « Brigitte JUANALS, *La culture de l'information. Du livre au numérique* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 24 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5915> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5915>

grâce à la protection d'un souverain neutre et distant en matière de croyances. Jusqu'aux affaires qui nous préoccupent, cette neutralité et cette distance reposaient sur le refus de définir et même de reconnaître une religion en tant que telle. D'un point de vue politique, la question n'étant – d'une certaine manière – pas posée, les convictions de chacun étaient une affaire strictement privée dont l'État ne s'occupait pas. Désigner des groupes religieux, les qualifier de sectaires revient à sortir de cette logique qui protégeait les croyances individuelles. Laurent Hincker rappelle que le Conseil de l'Europe se refuse à toute définition juridique des sectes et se montre critique à l'égard des positions françaises en la matière ; il explique que ce dernier s'est tourné vers la Cour européenne des Droits de l'Homme comme dernier recours pour défendre certains groupes désqualifiés !

L'État ne doit pas s'occuper des croyances, mais réguler les comportements qui doivent être punis lorsqu'ils sont délictueux. Pour protéger les individus et la société contre les méfaits de certains groupes, l'auteur rappelle que les faits dénoncés par les rapports parlementaires peuvent être combattus efficacement à l'aide de l'arsenal juridique existant dans le code pénal. Critique à l'égard de la loi About-Picart de 2001, Laurent Hincker affirme que nous n'avons pas besoin d'une nouvelle loi, faisant appel à une notion aussi contestable que celle de « sujétion psychologique ou physique », pour lutter contre l'exercice illégal de la médecine ou l'escroquerie. L'ouvrage montre que l'avocat se livre à un travail d'ajustement permanent pour faire exister la démocratie. Par ses exemples de jurisprudence, l'auteur rappelle qu'il peut faire entendre ceux dont la parole est confisquée et qui sont dévalorisés publiquement. Mais peut-on réparer une mauvaise image ?

Christian Guinchard

LIO, université de Haute Alsace
christian.guinchard@wanadoo.fr

Brigitte JUANALS, *La culture de l'information. Du livre au numérique.*
Paris, Lavoisier/Hermès Sciences, 2003,
242 p.

De l'idéal philosophique qui présida à *L'Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert en 1751 à la huitième édition électronique de *l'Encyclopaedia Universalis* parue en 2002, Brigitte Juanals étudie selon quelles modalités la conservation des documents et l'accès à l'information et au savoir – enjeux fondamentaux de la société dite d'information et de communication – vivent leurs mutations. Ceci du livre aux réseaux numériques interconnectés, au long de dix chapitres qui mettent en lumière les problématiques associées à ce thème central.

Au cours des premiers chapitres, l'auteur développe un propos introductif qui vise à nous familiariser avec l'histoire de l'encyclopédie et des utopies qui ont accompagné les premiers projets d'une part, les technologies numériques du multimédia, d'autre part, pour nous amener à comparer les deux dispositifs de la page du livre et de l'écran d'ordinateur. Ces analyses préalables servent l'objet central de l'étude situé à partir du chapitre 8 et consacré à l'examen méthodique et détaillé de la pratique éditoriale de *l'Encyclopaedia Universalis*. En rappelant l'origine de la création de cet ouvrage, Brigitte Juanals indique selon quelles modalités ses éditeurs ont décidé de proposer un contenu sur un support numérique.

Son étude révèle les préférences du public, apparemment contradictoires mais explicables. En termes de chiffres de vente, la version électronique trouve davantage grâce aux yeux du public que la version papier, et pourtant cette dernière reste considérée comme la plus agréable à consulter. L'agrément et la facilité de consultation sont alors analysés comme problématiques centrales des nouveaux dispositifs d'information : à de multiples reprises, Brigitte Juanals opère une nette distinction entre accès à des données, qu'elles soient présentes sur l'internet, sur un support électro-magnétique tel que le

cédérom ou contenues dans un livre, et accès à un savoir, qui nécessite une habileté particulière, notamment pour bien appréhender l'ordonnement des informations. Ainsi, chose étonnante, les enfants, dont on connaît l'aptitude à maîtriser les supports informatiques, ont-ils cependant besoin du support du livre pour apprendre : l'orientation électronique n'est donc pas forcément exclusive, preuve en est la réédition papier de l'*Encyclopaedia Universalis* en 2002.

L'auteur tempère les discours excessivement optimistes nés au cours de la dernière décennie selon lesquels la large diffusion de l'internet allait rendre l'accès au savoir et à la connaissance plus démocratique. D'une part, elle rappelle que, par le passé, des discours analogues ont accompagné d'autres inventions, dont la portée en ce sens fut plus limitée qu'on ne l'avait prédit. D'autre part, elle constate que, à l'heure actuelle, les encyclopédies numériques, vendues à un prix dix fois moins élevé que les collections en volumes, demandent l'utilisation de dispositifs de recherche d'informations et de lecture encore non stabilisés, tant en ce qui concerne la production que la diffusion. L'accès à des interfaces nouvelles demande un savoir-faire à mettre constamment à jour, ainsi qu'un équipement informatique adéquat. Même si l'*Encyclopaedia Universalis* s'adresse à un public de plus en plus large et de plus en plus diversifié, la question du prix ne résout pas seule la question de l'accès à la connaissance : les outils proposés pour la version électronique sont avant tout utilisés par des scientifiques, enseignants et chercheurs. Brigitte Juanals explore chaque outil, tel le « Cercle des encyclopédistes », liste de diffusion, outil largement utilisé par ces communautés, mais qui ne correspondait pas aux usages du grand public acquéreur de la version électronique de l'*Encyclopaedia Universalis*.

La chercheuse explique aussi qu'une version électronique n'est pas forcément une simple transposition d'une édition papier. Au contraire, la production et l'utilisation d'une même encyclopédie, selon ces deux versions, implique des différences majeures :

par exemple, la mise en place d'un logiciel et d'une interface graphique modifie profondément l'accessibilité au corpus, mais la différence majeure est le passage d'une logique de questionnement (adaptée au support des volumes) à une logique de réponses (caractéristique des environnements électroniques). L'introduction d'un dispositif informatisé n'a effectivement de sens que pour fournir des réponses à des questions posées dans la boîte de requêtes du moteur de recherche. *Universalis*, qu'on a comparée à « une mine de diamants introuvables » du fait de la grande quantité de signes rapportée au nombre très limité d'entrées, rend dans la version numérique ses diamants « trouvables » grâce au moteur de recherche. Dans le même temps, ces requêtes par mots clés génèrent un accès à l'ensemble du texte et non plus uniquement aux libellés des entrées. Ce changement provoque un nivellement des articles, les grands articles se trouvant sur le même plan que les notices du thésaurus-index. Par ailleurs, c'est le système même d'organisation des données mis au point trente ans auparavant dans l'encyclopédie qui s'en trouve perturbé. Enfin, le paratexte perd sa fonction de guide dans la construction du sens, remplacé par des interfaces de navigation, nouvelle forme technologique de la lecture.

La version électronique fait donc naître des besoins différents, parfois complémentaires pour ceux qui disposent des deux versions. Avec elle, est apparu un autre public, de niveau culturel variable, porteur d'autres demandes et d'autres attentes, aux yeux duquel la nouveauté est un paramètre particulièrement valorisant. Porteuse d'une forte valeur d'usage, elle est en revanche associée à une valeur symbolique très faible. L'autorité que représentent les pages du livre n'a rien perdu de son prestige.

En s'ouvrant à l'internet et ses ressources démultipliées, l'encyclopédie, objet fini, qu'il s'agisse de la version papier ou électronique, indique une mutation déterminante de l'accès à l'information : la recherche passive de l'information disparaît, il revient au lecteur-utilisateur de tracer ses propres parcours pour identifier des

ressources et construire des stratégies de recherche en fonction de ses projets. Les liens discursifs hypertextuels l'aident à construire ces parcours de lecture singuliers. Mais, hors du cadre de l'encyclopédie, l'autorité qui accompagne une information délivrée sur un site est contestable. Il appartient alors au lecteur, selon son degré de connaissance du sujet, de déterminer si l'information est valide ou non.

Comparé au projet de Diderot qui consistait à réunir la somme de tous les savoirs, l'internet se présente aujourd'hui comme le moyen permettant, grâce aux capacités de stockage d'immenses bases de données numérisées en interconnexion, de réaliser ce rêve utopique et encyclopédique d'une démocratie cognitive, pour un accès universel aux savoirs. Le nombre des bénéficiaires effectifs de la connaissance s'élargit de manière presque infinie. Mais cette démocratisation de l'accès aux données cache en vérité le fait que, plus que jamais, il convient d'être éduqué à la base pour être capable de juger de la pertinence d'une information et de sa source. Autonomisation accrue des lecteurs, personnalisation des pratiques de lecture : s'agit-il de libertés ou de contraintes ? La recherche d'informations dans un tel environnement nécessite de la part du lecteur une pluralité de savoirs et de pratiques liés à la fois à l'espace matériel et logiciel, à des notions de documentation, ainsi qu'à la construction de méthodologies liées aux dispositifs hypermédias et à l'espace informationnel global du réseau. L'internet continue à remplir le rôle pour lequel il a été conçu, en s'adressant à des universitaires, seuls capables d'éliminer le bruit provoqué par l'hypertextualité. Cet outil, qui brise la progressivité des étapes à franchir en permettant la construction d'une intertextualité déstructurante, et qui nous invite à composer des parcours de lecture-navigation, implique, au contraire d'une désintermédiation, le concours préalable d'un tuteur, la mise en œuvre d'une formation selon une pédagogie adaptée pour aider l'utilisateur à la construction du sens, avant de s'immerger, voire de se noyer – en digressions

labyrinthiques –, dans un univers dangereux parce qu'hétérogène. Il ne suffit pas d'avoir accès à une bibliothèque ou à une base de données pour engager un processus d'appropriation des connaissances. La culture de l'information est donc, elle aussi, le fruit d'un apprentissage.

Dominique Naurouy

CREM, université de Metz

dom@le-pavillon.com

André KAENEL, Catherine LEJEUNE, Marie-Jeanne ROSSIGNOL, dirs, *Cultural Studies. Études culturelles*.

Études culturelles.

Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2003, 191 p.

À l'origine de cet ouvrage, deux journées de réflexion organisées à l'université Nancy 2 le 1^{er} octobre 1999 sur « les *Cultural Studies* et la recherche en sciences humaines », puis celle du 1^{er} décembre 2000 sur « les rapports entre les *Cultural Studies* et les disciplines » (p. 7). Les chercheurs anglicistes et américanistes y discutèrent notamment des résistances théoriques, professionnelles et institutionnelles auxquelles se heurtent les *Cultural Studies* (CS), notamment en France. Organisé en trois parties, l'ouvrage recueille dix textes issus pour la plupart de la seconde journée. Il questionne les rapports entre CS et politique (partie 1) et met à jour les réticences de certaines disciplines telles l'histoire culturelle, l'anthropologie, les *American Studies* (AS) et les études filmiques (partie 2). Enfin, il offre une vision renouvelée des textes et des critiques littéraires vus sous l'angle des CS (partie 3).

La première partie (« L'émergence des *Cultural Studies* de Birmingham à New York : un double engagement politique et théorique ») dresse un constat amer sur l'évolution récente du courant. Dans le premier texte (« Stuart Hall, *Cultural Studies* and the British Left »), Jeremy Tranmer montre que si les fondateurs, à l'image de Stuart Hall, alliaient ambitions théoriques et politiques (p. 17), la remise en cause du marxisme par les CS d'abord, et l'expansion mondiale de la discipline ensuite les privèrent peu à peu de leur spécificité. Autre exemple de l'échec de cette ambition des